

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

## MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2022/34640]

24 NOVEMBRE 2022. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif aux agents des services du Gouvernement chargés d'exercer les attributions de coordinateur de zone en application du Chapitre II de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 août 2022 portant exécution des articles 35, § 5, alinéa 2, et 53, § 6, du décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 87, § 3, remplacé par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié par la loi spéciale du 6 janvier 2014 ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 27 avril 2022 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 12 mai 2022 ;

Vu le « test genre » du 6 mai 2022 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1°, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu le protocole n°560 du Comité de négociation du Secteur XVII, conclu le 29 septembre 2022 ;

Vu l'avis n° 72.301/2 du Conseil d'Etat, donné le 26 octobre 2022, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant le décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse ;

Considérant qu'il convient de fixer le statut des coordinateurs de zones visés par le Chapitre II de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 août 2022 portant exécution des articles 35, § 5, alinéa 2, et 53, § 6, du décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse, les articles 5 à 7 ;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique ;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Les coordinateurs de zone, au sens de l'article 5 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 août 2022 portant exécution des articles 35, § 5, alinéa 2, et 53, § 6, du décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse, sont désignés parmi les directeurs ou directeurs adjoints de la protection à la jeunesse et les conseillers ou conseillers adjoints de l'aide à la jeunesse pouvant justifier d'une expérience en tant que directeur ou directeur adjoint de la protection à la jeunesse ou de conseiller ou conseiller adjoint de l'aide à la jeunesse d'au moins cinq ans.

Les emplois de coordinateurs de zone sont des emplois de directeur rang 12 (catégorie : spécialisé – groupe de qualification : 2).

L'autorité compétente pour déclarer les emplois vacants dresse un profil de fonction en termes de qualification et d'expérience souhaitées.

Il est pourvu aux emplois de coordinateur de zone suite à un appel conjoint à mobilité interne au personnel statutaire et contractuel :

1° soit, par changement de fonction ou avancement de grade si le membre du personnel sélectionné est statutaire ;

2° soit, par avenant au contrat de travail si le membre du personnel sélectionné est contractuel.

Le Gouvernement, désigne les coordinateurs de zone sur la base d'un dossier constitué par le Conseil de Direction suite à la comparaison des titres et mérites de l'ensemble des candidats.

**Art. 2.** Dans le cas où la procédure de désignation visée à l'article 1<sup>er</sup> ne permet pas de pourvoir aux emplois de coordinateur de zone, le grade de directeur correspondant peut être conféré, par dérogation à l'article 17 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des services du Gouvernement de la Communauté française aux lauréats d'un concours de recrutement ;

En l'absence de réserve de recrutement, les coordinateurs de zone sont engagés par contrat de travail conformément à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 avril 2014 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel des services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'audiovisuel et des organismes d'intérêt public qui relèvent du comité de secteur XVII

Sans préjudice des autres conditions réglementaires requises, peuvent seuls se porter candidats, les porteurs d'un des diplômes de l'enseignement universitaire ou supérieur de type long visés à l'article 2, alinéa 3, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 7 janvier 1999 relatif aux agents des Services du Gouvernement chargés d'exercer les attributions de conseiller ou de directeurs de l'aide à la jeunesse et de conseiller adjoint ou de directeur adjoint de l'aide à la jeunesse en exécution du Titre V du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse ou tout autre diplôme dont l'équivalence à un de ceux-ci est reconnue par le service d'équivalence des diplômes de la Communauté française.

Les candidats doivent justifier d'une expérience utile au sens de l'article 2 bis de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 7 janvier 1999 précité d'au moins dix ans.

**Art. 3.** L'échelle de traitement attribuée aux coordinateurs de zone est fixée conformément aux dispositions du point « 5 - Echelles de promotion - 120/2 » de la rubrique « Echelles du niveau 1 » reprise à l'annexe I<sup>re</sup> de l'arrêté du Gouvernement du 22 juillet 1996 portant statut pécuniaire des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française.

**Art. 4.** Il est octroyé aux coordinateurs de zone, une allocation dont le montant est fixé à 6.110 euros sur base annuelle.

**Art. 5.** Le montant de l'allocation visée à l'article 4 du présent arrêté est lié aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation, conformément aux règles prescrites par la loi du 1<sup>er</sup> mars 1977, organisant un régime de liaison de l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses dans le secteur public, modifiée par l'arrêté royal n° 178 du 30 décembre 1982. Il est rattaché à l'indice-pivot 138,01.

L'allocation est payée mensuellement et à terme échu.

Pour les membres du personnel définitif, l'allocation n'est due que pour des périodes durant lesquelles ces derniers se trouvent dans la position administrative d'activité de service.

Pour les membres du personnel contractuel, l'allocation n'est pas due pour les périodes durant lesquelles le contrat de l'intéressé est suspendu.

L'allocation est suspendue lorsque la mention d'évaluation défavorable est attribuée.

Lorsque le membre du personnel effectue des prestations à temps partiel, l'allocation est réduite à due concurrence.

**Art. 6.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> décembre 2022.

**Art. 7.** Le Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté. Bruxelles, le 24 novembre 2022.

Pour le Gouvernement de la Communauté française,

Le Ministre-Président,

P.-Y. JEHOLET

Le Ministre Budget, de la Fonction publique,  
de l'Égalité des chances et de la tutelle sur Wallonie Bruxelles Enseignement,

Fr. DAERDEN

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires,  
de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,

V. GLATIGNY

VERTALING

#### MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C - 2022/34640]

**24 NOVEMBER 2022. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de ambtenaren van de regeringsdiensten belast met de uitoefening van de bevoegdheden van zonecoördinator met toepassing van Hoofdstuk II van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 25 augustus 2022 tot uitvoering van de artikelen 35, § 5, tweede lid, en 53, § 6, van het decreet van 18 januari 2018 tot vaststelling van het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming**

De regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 87, § 3, vervangen door de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en gewijzigd bij de bijzondere wet van 6 januari 2014;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën van 27 april 2022;

Gelet op het akkoord van de minister van Begroting, gegeven op 12 mei 2022;

Gelet op de "gendertest" van 6 mei 2022, uitgevoerd met toepassing van artikel 4, tweede lid, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 betreffende de integratie van de genderdimensie in alle beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het protocol nr. 560 van het onderhandelingscomité van sector XVII, gesloten op 29 september 2022;

Gelet op het advies nr. 72.301/2 van de Raad van State, gegeven op 26 oktober 2022, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende het decreet van 18 januari 2018 tot vaststelling van het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming;

Overwegende dat het statuut van de zonecoördinatoren bedoeld in Hoofdstuk II van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 25 augustus 2022 tot uitvoering van de artikelen 35, § 5, tweede lid, en 53, § 6, van het decreet van 18 januari 2018 betreffende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming, artikelen 5 tot 7, moet worden vastgesteld;

Op de voordracht van de minister van Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** De zonecoördinatoren, in de zin van artikel 5 van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 25 augustus 2022 tot uitvoering van de artikelen 35, vijfde paragraaf, tweede lid, en 53, zesde paragraaf, van het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming worden benoemd uit de directeurs of adjunct-directeurs jeugdbescherming en de adviseurs of adjunct-adviseurs hulpverlening aan de jeugd die kunnen aantonen dat zij minstens vijf jaar ervaring hebben als directeur of adjunct-directeur jeugdbescherming of als adviseur of adjunct-adviseur hulpverlening aan de jeugd.

De ambten van zonecoördinator zijn ambten van directeur in rang 12 (categorie: gespecialiseerd - kwalificatiegroep: 2).

De overheid die bevoegd is om betrekkingen vacant te verklaren, stelt een ambtsprofiel op met betrekking tot de gewenste kwalificaties en ervaring.

De betrekkingen van zonecoördinator worden ingevuld na een gezamenlijke oproep tot interne mobiliteit voor statutair en contractueel personeel:

1° hetzij door verandering van ambt of door bevordering in graad als het gekozen personeelslid statutair is;

2° of, door wijziging van de arbeidsovereenkomst indien het geselecteerde personeelslid onder overeenkomst werkt.

De regering benoemt de zonecoördinatoren op basis van een door de directieraad samengesteld dossier, na vergelijking van de kwalificaties en verdiensten van alle kandidaten.

**Art. 2.** Indien de ambten van zonecoördinator niet kunnen worden ingevuld via de benoemingsprocedure bedoeld in artikel 1, kan, in afwijking van artikel 17 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 betreffende het statuut van de ambtenaren van de diensten van de regering van de Franse Gemeenschap, de overeenkomstige graad van directeur toegekend worden aan de laureaten van een vergelijkend wervingsexamen.

Bij gebrek aan een wervingsreserve worden de zonecoördinatoren aangeworven via een arbeidsovereenkomst overeenkomstig het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 april 2014 betreffende de arbeidsvoorwaarden en de administratieve en financiële toestand van de contractuele personeelsleden van de diensten van de regering van de Franse Gemeenschap, van de Hoge Raad voor de audiovisuele sector en van de instellingen van openbaar nut die onder het sectorcomité XVII ressorteren.

Onverminderd de overige vereiste reglementaire voorwaarden, kunnen alleen houders van een van de in artikel 2, lid 3, bedoelde universitaire of hoger-onderwijsdiploma's van het lange type worden toegelaten, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 7 januari 1999 betreffende de ambtenaren van de regeringsdiensten belast met de uitoefening van de ambten van adviseur of directeur hulpverlening aan de jeugd en van adjunct-adviseur of adjunct-directeur hulpverlening aan de jeugd in uitvoering van Titel V van het decreet van 4 maart 1991 betreffende de hulpverlening aan de jeugd, of elk ander diploma waarvan de gelijkwaardigheid met één van deze diploma's wordt erkend door de gelijkstellingsdienst van de diploma's van de Franse Gemeenschap.

De kandidaten moeten beschikken over minstens tien jaar nuttige ervaring in de zin van artikel 2bis van bovengenoemd besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 7 januari 1999.

**Art. 3.** De weddeschaal toegekend aan de zonecoördinatoren wordt vastgesteld overeenkomstig de bepalingen van punt "5 - Bevorderingsschalen - 120/2" van de rubriek "Schalen van niveau 1" opgenomen in bijlage I bij het besluit van de regering van 22 juli 1996 betreffende het geldelijk statuut van de ambtenaren van de diensten van de regering van de Franse Gemeenschap.

**Art. 4.** De zonecoördinatoren ontvangen een jaarlijkse toelage van 6.110 euro.

**Art. 5.** Het bedrag van de toelage bedoeld in artikel 4 van dit besluit is gekoppeld aan de schommelingen van het indexcijfer van de consumptieprijzen, overeenkomstig de regels vastgesteld bij de wet van 1 maart 1977 houdende organisatie van een stelsel van koppeling van het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Koninkrijk aan bepaalde uitgaven van de openbare sector, zoals gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 178 van 30 december 1982. Het is gekoppeld aan de spilindex 138,01.

De toelage wordt maandelijks op vervallen termijn betaald.

Voor vast personeel is de toelage enkel verschuldigd voor de perioden waarin de leden van dit personeel in actieve dienst zijn.

Voor arbeidscontractanten is de toelage niet verschuldigd voor perioden waarin de arbeidsovereenkomst van de betrokkene is opgeschort.

De toelage wordt opgeschort bij een ongunstige evaluatie.

Indien het personeelslid deeltijds werkt, wordt de toelage dienovereenkomstig verminderd.

**Art. 6.** Dit besluit treedt in werking op 1 december 2022.

**Art. 7.** De Minister belast met de Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 24 november 2022.

Voor de regering van de Franse Gemeenschap,

De minister-president,

P.-Y. JEHOLET

De minister van Begroting, Ambtenarenzaken,

Gelijke Kansen en bevoegd voor het Toezicht op Wallonie Bruxelles Enseignement,

Fr. DAERDEN

De minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie, Universitaire Ziekenhuizen,  
Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel,

V. GLATIGNY

## REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

### REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2022/43081]

1 DECEMBRE 2022. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale octroyant aux communes une dotation de 13 815 150,84 EUR en vue de compenser les charges communales liées à la distribution de l'eau et de la collecte des eaux usées pour l'exercice 2022

LE GOUVERNEMENT DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE,

Vu l'ordonnance organique du 23 février 2006 portant les dispositions applicables au budget, à la comptabilité et au contrôle;

### BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2022/43081]

1 DECEMBER 2022. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot toekenning van een dotatie van 13 815 150,84 EUR aan de gemeenten voor het dienstjaar 2022 ter compensatie van de gemeentelasten verbonden aan de waterdistributie en aan de opvang van afvalwater

DE BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJKE REGERING,

Gelet op de organieke ordonnantie van 23 februari 2006 houdende de bepalingen die van toepassing zijn op de begroting, de boekhouding en de controle;